

Tel que prononcé

**Discours prononcé au nom de
Son Excellence Monsieur Salifou Ouedraogo
Ministre de l'agriculture, des aménagements hydro-agricoles et de la mécanisation du Burkina Faso**

**par Son Excellence Madame Joséphine Ouedraogo
Ambassadeur, Représentante permanente du Burkina Faso auprès de la FAO**

**à l'occasion de la
42e session de la Conférence de la FAO (14-18 juin 2021)
15 juin 2021**

*Madame la Présidente de la Conférence,
Mesdames et Messieurs les Ministres,
Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs,*

Je suis très honoré de prendre part au débat général de la 42e session de la Conférence de la FAO. Je voudrais saluer les efforts et féliciter la FAO qui a pu tenir, dans les meilleures conditions possibles, cette rencontre mondiale malgré le contexte de pandémie.

Madame la Présidente,

Cette session consacrée aux défis liés à la transformation des systèmes alimentaires est une grande opportunité pour les pays de l'Afrique de l'Ouest et particulièrement le Burkina Faso qui essaie actuellement plusieurs leviers en vue de parvenir à des systèmes agroalimentaires à même d'améliorer durablement la production, protéger l'environnement et consolider les moyens d'existence des populations. L'enjeu est énorme au regard des risques multiformes dont font face les populations de la zone sahélienne.

Mesdames et Messieurs,

Le Burkina Faso à l'instar des autres pays du sahel, fait face à des chocs de nature diverse et récurrente (climatiques, conflits, économiques, sanitaires, etc.) qui affectent la sécurité alimentaire et nutritionnelle de millions de personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté. Au regard de cette situation, le pays multiplie des initiatives allant dans le sens d'une recherche de la sécurité alimentaire et nutritionnelle durable pour l'ensemble de sa population.

Dans ce contexte, il convient de changer urgemment la manière d'investir dans les zones rurales pour qu'elles soient plus durables, résilientes et productives. Ceci permettra aux populations rurales d'atteindre leur potentiel de développement humain et trouver des emplois stables.

Ainsi notre vision repose surtout sur des programmes solides permettant d'améliorer les conditions de vie, stimuler la croissance, accroître les revenus, créer des emplois, intégrer pleinement les femmes et les

jeunes dans l'économie, relever les défis environnementaux et climatiques, et soutenir une économie plus forte et stable au profit de tous.

Madame la Présidente,

En cohérence avec cette vision et intégrant « l'effet accélérateur de la technologie et l'innovation », le Burkina Faso met progressivement un modèle d'exploitation basée sur l'utilisation efficace de l'eau souterraine, l'exhaure de cette eau par la mise à profit de l'énergie et des approches automatisées d'irrigation. Cette action est en cohérence avec l'Initiative pour l'Adaptation de l'Agriculture Africaine au changement climatique, dite "Initiative Triple A".

Elle est également en conformité avec l'initiative triple « S » qui offre une perspective nouvelle, une promesse d'inclusion sociale qui va de pair avec une gestion de l'environnement basée sur l'exploitation des grandes forces de l'Afrique, à savoir ses terres, ses traditions et ses habitants.

La mise à l'échelle de ce modèle nous permettra de sortir du cercle vicieux des déficits et de créer de l'emploi pour la proportion croissante de jeunes. Cette technologie permettra de réaliser une hausse des revenus de plus de 35% et de créer plus de 500 000 emplois agricoles décents. Cette initiative s'accompagnera également par la mise en œuvre de projets agricoles, en s'appuyant sur les domaines prioritaires.

Alliant pisciculture, production agricole, accès à l'eau et à l'énergie solaire en milieu rural et mettant à profit les nouvelles technologies d'automatisation, la concentration de ces modèles d'exploitations dans un village pourrait constituer une marche importante vers la transformation rurale comme le prévoit la FAO à travers la création des villages intelligents.

Par ces actions, nous voulons inciter les petits agriculteurs à accéder aux technologies, aux innovations et aux pratiques de gestion intelligente face au climat.

Par ailleurs, la pandémie de covid-19 a mis en évidence les risques énormes que la concentration des marchés des intrants et des extrants alimentaires et agricoles font peser sur la capacité de résilience des systèmes agroalimentaires. Il devient ainsi nécessaire d'inciter la mise en place des systèmes d'approvisionnement en intrants et matériels agricoles plus résilients et durable capables de prémunir nos systèmes alimentaires des fortes hausses telle que constatées actuellement pour les engrais. Par ailleurs, cette crise a aussi montré les limites de la forte dépendance des systèmes d'approvisionnement alimentaire aux importations. Se fondant sur ces évidences et en cohérence avec les conclusions du rapport mondial sur la sécurité alimentaire, le Burkina Faso a lancé une initiative présidentielle de produire 1 millions de tonnes de riz et de mise en place d'une centrale d'approvisionnement en intrant et matériels agricoles sous le leadership du secteur privé.

L'objectif de produire 1 millions de tonnes de riz vise à réduire notre dépendance aux importations de riz et est en cours grâce à la forte participation du secteur privé national, des aménagements de grandes envergures, l'opérationnalisation d'une approche d'agrégation de la production des exploitants familiaux dans une logique de chaîne de valeur ajoutée territoriale propice à l'inclusion.

Pour accompagner toutes ces initiatives, nous avons amélioré le cadre institutionnel et réglementaire en mettant en place un code des investissements agricoles attractifs, une banque agricole, un fonds spécifique de développement agricole, une assurance agricole, un centre appel pour décentraliser la vulgarisation et l'appui-conseil agricole et une plateforme d'échange d'information sur les marchés agricoles et de mise en relation des acteurs.

Enfin, les implications du défi sécuritaire que vivent les pays de l'Afrique de l'ouest sur les moyens d'existence des ménages créent un contexte humanitaire préoccupant avec des effectifs de plus en plus élevés de personnes déplacées internes. Nous accordons donc une attention particulière à la reconstitution des moyens d'existence des populations, à la mise en place des instruments d'intervention d'urgence notamment des stocks de sécurité alimentaire et nutritionnelle. Considérant ces urgences et grâce à l'accompagnement des partenaires au développement, nous avons relevé le niveau de ses stocks alimentaires d'interventions, réajusté nos allocations budgétaires et mis l'accent sur le nexus urgence-développement.

Madame la Présidente,

Si toutes ces actions en cours de réalisation montrent, si besoin en était, la pertinence des conclusions du Rapport sur la situation mondiale de l'alimentation et l'agriculture ainsi que le Cadre Stratégique 2022-2031 de la FAO, les stratégies de mobilisation des ressources envisagées nécessitent d'être mises en cohérence dans une logique de synergie notamment en ce qui concerne les institutions financières internationales (IFI) et les fonds verticaux comme le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et le Fonds vert pour le climat (FVC) dans le respect des attributions.

En outre, l'accélérateur intersectoriel et transversal que sont la technologie et l'innovation est extrêmement important même si la question de la biotechnologie doit être traitée en tenant compte de l'agroécologie et en évitant le risque de la concentration des marchés.

Madame la Présidente

Telles sont les actions en cours au Burkina Faso en vue de la transformation des systèmes agroalimentaires qui pourraient inciter des mises à l'échelle au regard de leur cohérence avec le rapport mondial et le cadre stratégique de la FAO.

Je vous remercie.